

ANALYSE BUDGÉTAIRE

Ontario : budget de 2017

Un premier exercice à l'équilibre en dix ans

FAITS SAILLANTS

- ▶ La progression des revenus budgétaires s'accélère significativement.
- ▶ Le retour à l'équilibre budgétaire est confirmé pour 2017-2018.
- ▶ La hausse des dépenses de programmes sera plus rapide, en particulier en santé et en éducation.
- ▶ Introduction de la gratuité des médicaments sur ordonnance à tous les enfants et les jeunes âgés de 24 ans et moins.
- ▶ Les importantes dépenses en infrastructures continueront de gonfler la dette nette de la province.
- ▶ Lancement d'un projet pilote dans trois collectivités visant à fournir un revenu de base garanti.

La forte hausse des revenus procure une marge de manœuvre

L'Ontario bénéficie d'une croissance économique assez robuste depuis 2014 avec une progression du PIB réel supérieure à la moyenne nationale. L'amélioration des conditions au sein du secteur manufacturier, la remontée des exportations ainsi que la vitalité du marché de l'habitation sont des facteurs importants de

cet essor. Pour 2017 et pour 2018, les perspectives de croissance de l'économie ontarienne sont encore très bonnes et la hausse du PIB réel devrait demeurer l'une des plus fortes au pays.

Ce dynamisme se répercute positivement sur la progression des revenus du gouvernement ontarien qui s'accélère de façon importante. Les revenus totaux de l'Ontario ont ainsi augmenté

TABLEAU 1

Sommaire des opérations

EN G\$ (SAUF SI INDIQUÉ)	RÉEL	PROJECTIONS			
	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019	2019-2020
Revenus totaux	128,4	133,2	141,7	144,9	149,3
<i>Variation (%)</i>	8,4	3,7	6,4	2,3	3,0
Dépenses de programmes	-120,9	-123,5	-129,5	-132,3	-135,8
<i>Variation (%)</i>	2,3	2,2	4,9	2,2	2,6
Frais de la dette	-11,0	-11,3	-11,6	-12,0	-12,6
<i>Variation (%)</i>	3,8	2,7	2,7	3,4	5,0
Total des charges	-131,9	-134,8	-141,1	-144,3	-148,4
<i>Variation (%)</i>	2,3	2,2	4,7	2,3	2,8
Réserve	---	---	-0,6	-0,6	-0,9
Solde budgétaire	-3,5	-1,5	0,0	0,0	0,0
Dette nette	294,6	301,9	311,9	323,3	335,9
<i>En % du PIB</i>	38,6	37,8	37,5	37,3	37,2

Sources : Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

François Dupuis, vice-président et économiste en chef • Benoit P. Durocher, économiste principal

Desjardins, Études économiques : 514-281-2336 ou 1 866-866-7000, poste 5552336 • desjardins.economie@desjardins.com • desjardins.com/economie

NOTE AUX LECTEURS: Pour respecter l'usager recommandé par l'Office québécois de la langue française, nous employons dans les textes et les tableaux les symboles k, M et G pour désigner respectivement les milliers, les millions et les milliards. MISE EN GARDE: Ce document s'appuie sur des informations publiques, obtenues de sources jugées fiables. Le Mouvement des caisses Desjardins ne garantit d'aucune manière que ces informations sont exactes ou complètes. Ce document est communiqué à titre informatif uniquement et ne constitue pas une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente. En aucun cas, il ne peut être considéré comme un engagement du Mouvement des caisses Desjardins et celui-ci n'est pas responsable des conséquences d'une quelconque décision prise à partir des renseignements contenus dans le présent document. Les prix et les taux présentés sont indicatifs seulement parce qu'ils peuvent varier en tout temps, en fonction des conditions de marchés. Les rendements passés ne garantissent pas les performances futures, et les Études économiques du Mouvement des caisses Desjardins n'assument aucune prestation de conseil en matière d'investissement. Les opinions et les prévisions figurant dans le document sont, sauf indication contraire, celles des auteurs et ne représentent pas la position officielle du Mouvement des caisses Desjardins. Copyright © 2017, Mouvement des caisses Desjardins. Tous droits réservés.

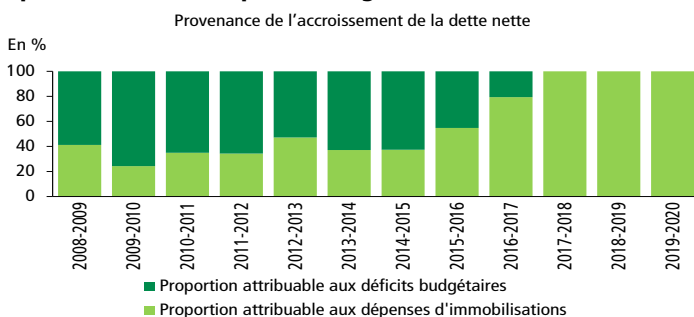
de 8,4 % en 2015-2016. Une hausse de 3,7 % est prévue en 2016-2017, suivie d'un gain de 6,4 % en 2017-2018.

Ce rebond des revenus budgétaires a permis au gouvernement de l'Ontario de confirmer son objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2017-2018. Cela mettra ainsi fin à neuf déficits budgétaires consécutifs. Au total, le gouvernement de l'Ontario aura donc cumulé près de 88 G\$ en déficits budgétaires depuis 2008-2009. La dette nette de la province est ainsi passée de 156,6 G\$ au 31 mars 2008 à 301,9 G\$ au 31 mars 2017. Malgré l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la dette de l'Ontario continuera d'augmenter au cours des prochains exercices en raison du financement des dépenses en infrastructures. Selon les projections du ministère des Finances, la dette nette de l'Ontario pourrait atteindre 335,9 G\$ au 31 mars 2020. L'importance relative de la dette par rapport à la taille de l'économie devrait néanmoins s'amenuiser quelque peu alors que le ratio de la dette nette sur le PIB passera d'un sommet de 39,1 % au 31 mars 2015 à 37,2 % au 31 mars 2020.

Outre l'atteinte de l'équilibre budgétaire, la croissance plus rapide des revenus permettra au gouvernement de l'Ontario d'augmenter significativement ses dépenses budgétaires. Après

GRAPHIQUE

La hausse de la dette proviendra des dépenses en infrastructures après l'atteinte de l'équilibre budgétaire



Sources : Ministère des Finances de l'Ontario et Desjardins, Études économiques

TABLEAU 2

Prévisions économiques et financières

VARIATION EN % (SAUF SI INDIQUÉ)	2016		2017p		2018p	
	Budget 2016	Budget 2017	Budget 2016	Budget 2017	Budget 2016	Budget 2017
PIB réel	2,2	2,7	2,4	2,3	2,2	2,1
PIB nominal	4,0	4,6	4,6	4,3	4,2	4,1
Bons du Trésor – 3 mois	0,5	0,5	0,8	0,5	2,2	0,8
Obligations fédérales – 10 ans	1,6	1,3	2,3	1,9	3,3	2,4
Emploi	1,1	1,1	1,2	1,3	1,2	1,2
Taux de change (¢ US/\$ CAN)	72,00	75,40	75,50	74,50	81,00	75,50
PIB réel – États-Unis	2,1	1,6	2,4	2,3	2,4	2,4

p : prévisions

Source : Ministère des Finances de l'Ontario

une hausse estimée à 2,2 % en 2016-2017, il est prévu que les dépenses de programmes progressent de 4,9 % en 2017-2018.

La santé et l'éducation d'abord

La marge de manœuvre financière du gouvernement ontarien lui a permis d'annoncer aujourd'hui plusieurs nouvelles mesures, tout en priorisant une accélération des dépenses en santé (+7 G\$ au cours des trois prochains exercices) et en éducation (+6,4 G\$ au cours des trois prochains exercices). Voici un résumé des principales initiatives ayant retenu notre attention :

- ▶ À compter de janvier 2018, le nouveau programme *Assurance-santé Plus* couvrira entièrement le coût de tous les médicaments sur ordonnance à tous les enfants et les jeunes âgés de 24 ans et moins.
- ▶ Plusieurs mesures pour améliorer l'accessibilité et l'abordabilité des services de garde à la petite enfance ont été annoncées.
- ▶ Plusieurs initiatives pour accroître les services dans les écoles primaires, secondaires de même que dans les universités seront mises de l'avant.
- ▶ Lancement d'un projet pilote dans trois collectivités (Hamilton, Thunder Bay et Lindsay) visant à fournir un revenu de base garanti. Les personnes âgées entre 18 à 64 ans qui gagnent moins qu'un certain montant recevront ainsi régulièrement des paiements pour les aider à répondre à leurs besoins de base.
- ▶ Le budget de 2017 comporte une hausse de 30 G\$ d'ici 2027 des dépenses en infrastructures, principalement dans de nouveaux projets hospitaliers, la réfection d'écoles et l'expansion des services de garde d'enfants.
- ▶ Le gouvernement ontarien a confirmé aujourd'hui les mesures déjà annoncées afin de réduire les tarifs d'électricité et rendre le logement plus abordable pour les acheteurs et les locataires.

Et si des imprévus survenaient?

Après l'avoir annoncé plusieurs années à l'avance, le gouvernement de l'Ontario a respecté ses engagements en planifiant un équilibre budgétaire pour l'exercice en cours. Cela dit, il a aussi profité de l'embellie des conditions économiques et de la croissance plus rapide de ses revenus pour gonfler significativement ses dépenses. Ainsi, malgré les bonnes nouvelles d'aujourd'hui, le gouvernement ontarien demeure avec une marge de manœuvre financière relativement mince. Les projections budgétaires comportent certes une réserve pour éventualités de 600 M\$ pour les exercices 2017-2018 et 2018-2019 et de 900 M\$ pour 2019-2020, mais celle-ci est plus faible que ce qui était projeté dans le passé par le gouvernement ontarien.

L'atteinte de l'équilibre budgétaire réduit certainement les incertitudes, mais les préoccupations sur la scène économique demeurent importantes. En outre, quel sera l'impact de l'accroissement du protectionnisme américain sur les exportations ontariennes au cours des prochaines années? Est-ce que le ralentissement attendu du marché de l'habitation sera plus abrupt et plus douloureux que prévu? Bref, on ne peut écarter la possibilité que la croissance de l'économie ontarienne s'avère plus faible qu'attendu au cours des prochaines années. De plus, nos prévisions économiques de moyen terme incorporent à compter de 2020 un certain ralentissement de l'économie mondiale, notamment aux États-Unis, après plusieurs années au sein d'un cycle d'expansion. Or, les projections économiques utilisées dans le budget ne tiennent pas vraiment compte de ces éventualités. Si jamais ses risques devaient se concrétiser, il n'est pas acquis que le gouvernement de l'Ontario puisse conserver son équilibre budgétaire comme il le souhaite.